

Accueil>Intenter une action en justice>Atlas judiciaire européen en matière civile>Signification et notification d'actes

Signification et notification d'actes

Article 2, paragraphe 1 - Entités d'origine

Cliquez sur le lien ci-dessous pour afficher toutes les autorités compétentes en rapport avec cet article.

Pays: Slovaquie

Instrument: Signification et notification d'actes

Type de compétence: Entités d'origine

Le système a trouvé plusieurs autorités compétentes pour cet instrument juridique, sur la base des informations que vous avez indiquées:

District court Banská Bystrica

District court Bardejov

District court Bratislava I

District court Bratislava II

District court Bratislava III

District court Bratislava IV

District court Bratislava V

District court Brezno

District court Bánovce nad Bebravou

District court Dolný Kubín

District court Dunajská Streda

District court Galanta

District court Humenné

District court Kežmarok

District court Komárno

District court Košice I

District court Košice II

District court Košice okolie

District court Levice

District court Liptovský Mikuláš

District court Lučenec

District court Malacky

District court Martin

District court Michalovce

District court Nitra

District court Nové Mesto nad Váhom

District court Nové Zámky

District court Námestovo

District court Partizánske

District court Pezinok

District court Piešťany

District court Poprad

District court Považská Bystrica

District court Prešov

District court Prievidza

District court Revúca

District court Rimavská Sobota

District court Rožňava

District court Ružomberok

District court Senica

District court Skalica

District court Spišská Nová Ves

District court Stará Ľubovňa

District court Svidník

District court Topoľčany

District court Trebišov

District court Trenčín

District court Tmava

District court Veľký Krtíš

District court Vranov nad Topľou

District court Zvolen

District court Čadca

District court Žiar nad Hronom

District court Žilina

Regional court Banská Bystrica

Regional court Bratislava

Regional court Košice

Regional court Nitra

Regional court Prešov

Regional court Trenčín

Regional court Tmava

Regional court Žilina

The Specialized Enforcement Court

The supreme court of the Slovak republic

Article 2, paragraphe 2 - Entités de réception

Cliquez sur le lien ci-dessous pour afficher toutes les autorités compétentes en rapport avec cet article.

Pays: Slovaquie

Instrument: Signification et notification d'actes

Type de compétence: Entités de réception

Le système a trouvé plusieurs autorités compétentes pour cet instrument juridique, sur la base des informations que vous avez indiquées:

District court Banská Bystrica

District court Bardejov

District court Bratislava I

District court Bratislava II

District court Bratislava III

District court Bratislava IV

District court Bratislava V

District court Brezno

District court Bánovce nad Bebravou

District court Dolný Kubín

District court Dunajská Streda

District court Galanta

District court Humenné

District court Kežmarok

District court Komárno

District court Košice I

District court Košice II

District court Košice okolie

District court Levice

District court Liptovský Mikuláš

District court Lučenec

District court Malacky

District court Martin

District court Michalovce

District court Nitra

District court Nové Mesto nad Váhom

District court Nové Zámky

District court Námestovo

District court Partizánske

District court Pezínok

District court Piešťany

District court Poprad

District court Považská Bystrica

District court Prešov

District court Prievidza

District court Revúca

District court Rimavská Sobotka

District court Rožňava

District court Ružomberok

District court Senica

District court Skalica

District court Spišská Nová Ves

District court Stará Ľubovňa

District court Svidník

District court Topoľčany

District court Trebišov

District court Trenčín

District court Tmava

District court Veľký Krtíš

District court Vranov nad Topľou

District court Zvolen

District court Čadca

District court Žiar nad Hronom

District court Žilina

Article 2, paragraphe 4, point c) - Moyens de réception des documents

Les entités désignées de la République slovaque accusent réception des demandes de signification ou de notification d'actes établies sur papier.

Article 2, paragraphe 4, point d) - Langues qui peuvent être utilisées pour compléter le formulaire type figurant à l'annexe I.

Aux fins de l'article 2, paragraphe 4, la République slovaque accepte que le formulaire soit rempli en langue slovaque, ainsi qu'en langue tchèque ou anglaise.

Article 3 - Entité centrale

Ministerstvo spravodlivosti Slovenskej republiky [ministère de la justice de la République slovaque]

Odbor medzinárodného práva súkromného [direction du droit international privé]

Račianska ul. 71

813 11 Bratislava

Slovenská republika

Tél.: (421) 2 888 91 258

Fax: (421) 2 888 91 604

Courriel: civil.inter.coop@justice.sk

Internet: <http://www.justice.gov.sk/>

Langues maîtrisées: slovaque, tchèque, anglais, français, allemand.

Article 4 - Transmission des actes

Aux fins de l'article 4, la République slovaque accepte que le formulaire soit rempli en langue slovaque, ainsi qu'en langue tchèque ou anglaise.

Articles 8, paragraphe 3 et 9, paragraphe 2 - Délais déterminés établis par la législation nationale pour la notification et la signification des documents

La République slovaque n'a pas d'informations à communiquer en ce qui concerne l'article 8, paragraphe 3, et l'article 9, paragraphe 2, puisque le droit slovaque n'impose pas de signifier ou de notifier un acte dans un délai déterminé, ainsi que l'envisagent ces articles.

Article 10 - Attestation de signification ou de notification et copie de l'acte signifié ou notifié

Aux fins de l'article 10, la République slovaque accepte que le formulaire soit rempli en langue slovaque, ainsi qu'en langue tchèque ou anglaise.

Article 11 - Frais de signification ou de notification

En principe, la signification ou la notification est assurée par la juridiction requise. Dans certaines circonstances, la juridiction peut toutefois confier la signification ou la notification de l'acte à un officier ministériel (*súdny úradník*). Si la personne chargée de la signification ou de la notification est un huissier (*súdny exekútor*), la rémunération de ce dernier est fixée à 6,64 EUR par acte signifié ou notifié.

Article 13 - Signification ou notification par les agents diplomatiques ou consulaires

La République slovaque s'oppose à la signification ou à la notification d'un acte judiciaire par l'intermédiaire d'agents diplomatiques ou consulaires, sauf si celui-ci doit être signifié ou notifié à un ressortissant de l'État membre dont il émane.

Article 15 - Signification ou notification directe

Le droit slovaque ne permet pas à une personne intéressée à une instance judiciaire de faire procéder, à partir de l'étranger, à la signification ou à la notification d'actes judiciaires directement par les soins des officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétentes en République slovaque.

Article 19 - Défendeur non comparant

Conformément à l'article 19, paragraphe 2, la République slovaque déclare que, nonobstant l'article 19, paragraphe 1, ses juges peuvent statuer bien qu'aucune attestation constatant soit la signification ou la notification, soit la remise, n'ait été reçue, si toutes les conditions énoncées à l'article 19, paragraphe 2, sont réunies.

Article 20 - Accords ou arrangements auxquels les États membres sont parties et qui remplissent les conditions de l'article 20, paragraphe 2

Sans objet

Dernière mise à jour: 22/09/2020

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.